



## Coup de Griffes

### Y a des douilles et sans doute des « andouilles » !

Monsieur Le Président,  
Quelle n'a pas été notre surprise tout d'abord, puis notre sidération et notre indignation ensuite, à l'écoute de vos propos devant un parterre d'entrepreneurs !

Je vous rappelle que c'est le gouvernement et le parlement qui sont à l'initiative des lois, y compris la Loi Fiscale, et qu'il prétend se préoccuper de la fraude fiscale toujours grandissante. Nous-mêmes, en tant que fonctionnaires d'État et de la DGFIP, nous sommes les garants de la juste application de cette loi.

Plutôt que d'adopter un discours pédagogique d'adhésion à l'impôt et de sa nécessité, vous avez choisi, en sortant de votre rôle de garant des institutions, de dénigrer nos missions et notre action et par là même, vous nous avez insultés et humiliés.

NON, nous ne mettons pas « des douilles ».

NON, nous ne mettons pas « les pénalités plein pot »

Oui, nous appliquons la LOI et n'avons pas attendu la Loi ESSOC pour l'appliquer avec mesure, justesse, discernement, et ce, malgré le manque de moyens grandissant.

Nous vous rappelons par ailleurs que notre statut nous «protège» d'interventions extérieures du pouvoir en place et ce, pour servir au mieux les intérêts de tous nos concitoyens et concitoyennes.

Alors M. Le Président, ceux et celles qui ont pour mission de faire appliquer la Loi vous demandent le respect pour leurs missions et pour leur personne.

## Le colosse aux pieds d'argile

Après le succès de la grève nationale du 16 septembre, l'intersyndicale nationale DGFIP, plus que jamais soudée et unie, appelle les agentes et agents à une nouvelle grève et à une manifestation nationale le 14 novembre prochain.

Cette grève et cette manifestation nationale doivent montrer au DG et son ministre, notre détermination pour sauvegarder notre service public de plein exercice sur l'ensemble du territoire et pour demander haut et fort le retrait pur et simple du plan Darmanin.

Et il faut le noter et le faire savoir, ce gouvernement et notre Direction Générale sont fragilisés par la mobilisation incessante des agentes et agents de la DGFIP depuis le mois de juin. Mobilisation appuyée par des soutiens de plus en plus nombreux d'élu.es locaux qui ont bien compris que les fameuses Maisons France Service ne sont pas un supplément de service public de proximité mais une substitution de services de plein exercice. En effet, leur mise en place coïncide avec la fermeture de plusieurs centaines de trésoreries de proximité.

L'appui des élu.es, la mobilisation des agent.es et l'externalisation de notre combat actuel auprès des usagers fragilisent leur plan. Quelques exemples concrets de cette fragilisation :

- Suspension des agences comptables
- Annonce par Darmanin lui-même d'aucune fermeture de trésoreries en 2020 et d'un calendrier plus distendu
- De nombreux directeurs locaux ont corrigé leur copie initiale et proposent de nouvelles versions du Nouveau Réseau de Proximité. Certains Centres des Finances Publiques ou services qui devaient fermer ou être transférés ... ne le sont plus comme c'est le cas par exemple du site de Bagnols dans le Gard ou un peu plus près de nous le SIP de Pantin dans le 93.

**Ils sont fragilisés mais pas encore vaincus.  
Continuons à amplifier notre mobilisation.**

**Toutes et tous en grève et à la manifestation nationale à Paris le 14 novembre 2019**

**RDV 14 H Place de la Nation.**

### Sommaire

Edito : <i>Le colosse aux pieds d'argile</i>	p. 1
Le logement social : une situation catastrophique pour les agentes et agents !	p. 2
Retraites à points : toutes et tous perdants ! Toutes et tous en grève le 5 décembre	p. 3
Contre les violences faites aux femmes : toutes et tous dans la rue le 23 novembre	p. 4

# Le logement social

## une situation catastrophique pour les agentes et agents !

La situation du logement en Île-de-France, et tout particulièrement à Paris a toujours été un véritable casse-tête. Mais l'année 2019 restera malgré tout comme la pire année en matière de logement social.

Une conjonction d'événements plus ou moins dépendants a conduit à une situation dramatique. En effet mi-août, ce sont plusieurs dizaines de collègues arrivant pour la plupart en RIF et sur Paris qui n'avaient pas de logement.

Tout cela est dû à plusieurs phénomènes: le premier est le très faible turnover actuel dans les logements vides. Le blocage durant 3 ans des nouveaux cadres C, et désormais de 2 ans pour le reste des cadres, conduit pour partie à cette situation, à laquelle s'ajoute de fait une moindre fluidité des mouvements de mutations. Le décalage des scolarités, et dès cette année de celle des inspecteurs amène les stagiaires à intégrer plus tôt les services et donc à candidater très tôt sur des logements sociaux. Le recrutement important et massif en RIF de cadres C en 2019 après plusieurs grosses promotions les années précédentes entraîne une saturation à l'entrée des foyers meublés.

Au plan législatif, la nouvelle loi ELAN dont nous avons déjà parlé entraîne les bailleurs sociaux à bloquer depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 toute signature de conventions de nouveaux appartements. Il semble cependant que la situation soit en cours d'évolution puisque lors du comité de direction d'ALPAF début octobre un certain nombre de conventions ont été signées ce qui devrait améliorer au moins partiellement la situation.

**Tous ces événements ont donc conduit plusieurs dizaines de collègues à ne pas avoir de toit durant un certain temps, ce qui chacun en conviendra est une situation extrêmement stressante! La situation s'est aujourd'hui quasi réglé puisque ne demeure en suspens qu'une poignée de demandes pour des logements meublés.**



Dans l'urgence, des solutions temporaires ont été mises en place par le secrétariat général du MINEFI via les correspondant.es sociaux des départements franciliens (attribution de chèques nuitées d'une valeur faciale de 60 euros, d'un nombre maximum de 20 et conventions avec des hôtels).

**Malheureusement ces solutions sont un sparadrap sur une jambe de bois : elles soulagent quelques jours mais le problème fondamental demeure.**

Solidaires Finances Publiques et la fédération Solidaires Finances sont intervenus et interviennent encore régulièrement au plus haut niveau de la Direction Générale et du ministère. Ces alertes doivent obliger l'administration à intervenir afin d'essayer de répondre à la détresse de nos collègues. En parallèle les militant.es parisiens chargés de l'action sociale sont également intervenus très régulièrement au niveau de l'ALPAF mais aussi du SRIAS IDF.

Cette situation risque à l'avenir d'empirer puisque les nouvelles modalités des scolarités des cadres A et des cadres B et leurs sorties anticipées entraîneront de nouveaux déboires et d'importantes difficultés à gérer pour les services de l'ALPAF.

De plus la sociologie des nouveaux recrutements avec des collègues arrivant en seconde carrière peut entraîner là aussi une inadéquation entre le parc social existant, parc constitué de nombreux logements type studios ou F2 et les besoins de ces nouveaux arrivant.es (familles, garde d'enfants...).

**La vieille revendication de notre organisation d'attribution d'une indemnité logement retrouve aujourd'hui toute sa place et devient de plus en plus incontournable. Il est plus que temps d'y répondre afin d'éviter la situation calamiteuse et inacceptable que l'on connaît aujourd'hui.**

# Retraites à points : toutes et tous perdants !

## Toutes et tous en grève le 5 décembre

*Le gouvernement Macron s'est engagé dans une nouvelle réforme des retraites en voulant changer radicalement le système actuel dit par répartition pour le remplacer par un système à points. Pour nous vendre ce nouveau recul social, le gouvernement utilise les mêmes vieilles recettes de communication. Ce serait, une fois encore, une «réforme» pour plus de justice, de transparence et donc qui favoriserait l'égalité de traitement.*

**Plus de justice ?** La "justice" pour le gouvernement, c'est moins de droits pour tout le monde car c'est bien cela qui se passerait. Le départ à 62 ans serait encore possible certes, mais avec une décote de 10%, ce qui équivaut à 14,1 % de moins que pour un départ à 64 ans (âge qui pourra augmenter chaque année). Le but est donc d'inciter un départ du plus grand nombre de personnes après 62 ans. La retraite sera désormais calculée sur la totalité de la carrière et pas seulement sur les meilleures années ou à partir de la situation des 6 derniers mois. Ce qui automatiquement, pour nous fonctionnaires comme pour tous les salarié.es voudra dire une pension au rabais.

**Plus transparent ?** Aujourd'hui la situation est loin d'être parfaite mais on sait au moins quels sont nos droits en fonction de nos cotisations. Demain :

- Les droits bougeront en fonction des valeurs d'achat et de service du point, valeurs déterminées chaque année par le gouvernement... selon des critères peu clairs.
- Les droits diminueront en fonction de l'espérance de vie de chaque génération (avec une plus ou moins grande décote).
- L'indexation des droits acquis se fera sur les salaires moyens (mais le passage serait progressif, avec une indexation actuellement prévue sur l'inflation).

**D'un système à prestations définies, on passerait à un système à cotisations définies : résultat, on sait ce qu'on paie en cotisant, mais pas ce qu'on gagnera à la retraite.**

**Ce sera mieux pour les femmes ?** Les femmes ont de nombreuses discontinuités dans leur carrière à cause de la précarité et de l'inégalité, dont la charge de l'éducation des enfants qui repose d'abord sur elles. Leurs salaires sont en général plus bas. Comme la pension sera calculée sur toute la carrière, elles subiront une baisse de pension par rapport à la situation actuelle (qui la calcule sur le dernier salaire ou les meilleures années).

Les femmes vont perdre la MDA, Majoration de durée d'assurance, qui était égalitaire. Un membre du couple aurait 5% de bonus par enfant, au choix des parents, ce qui favorisera le choix de reporter la bonification sur celui qui gagne le plus, l'homme en général.



### Un choix de société

Ce qui va disparaître si ce projet voit le jour, c'est la retraite issue de la Sécurité sociale telle qu'on la connaît depuis sa création. La Sécurité sociale, c'est un système redistributif, qui donne plus à celles et ceux qui ont moins, en gommant les accidents de carrière, en attribuant un meilleur taux de remplacement aux salaires les plus faibles... tout le contraire du système à points contributif.

Nous ne défendons pas de vieilles lunes mais un système qui partait du principe que si on est empêché-e de travailler ou si on ne le fait plus car on est âgé-e, on doit avoir une continuité de droits et pouvoir vivre dignement. Et le calcul de la retraite était basé sur ce principe qui permettait, pour une durée totale de cotisation, un taux de remplacement à 75 %.

**Voilà ce qui disparaît. Et c'est une autre société qui se mettrait en place. Contre cela, Solidaires Finances Publiques appellent l'ensemble des agentes et agents des Finances Publiques à se mettre en grève le 5 décembre prochain.**

# Contre les violences faites aux femmes

## Toutes et tous dans la rue le 23 novembre

Le 23 novembre 2019 aura lieu la manifestation contre les violences faites aux femmes. Un mois avant, nous en sommes déjà à 124 féminicides pour la France depuis le début de l'année: il est plus que temps de se mobiliser !!!

Ces violences sont engendrées par un système de domination, le patriarcat. Leurs formes sont diverses : sexisme au quotidien, attouchements, harcèlement sexuel, agressions sexistes et sexuelles, viols, coups, meurtres. Elles s'exercent partout : dans le cadre du travail, dans la rue, dans la sphère dite privée, dans les collectifs quels qu'ils soient. Elles n'ont jamais été et ne seront jamais acceptables.

Les politiques menées depuis des années par les gouvernements sur ce sujet sont toujours « en réaction », sans moyens à la hauteur des enjeux et en totale incohérence avec les effets des orientations économiques mises en oeuvre. Les annonces faites au Grenelle du 3 septembre dernier par le gouvernement restent en deçà de ce qui est nécessaire. La communication n'est pas l'action. Agir contre ces violences sexistes et sexuelles demande des créations d'emplois pour une vraie prise en charge, des formations longues et continues, des lieux d'accueil sur tout le ter-

ritoire et les moyens pour les faire vivre, des moyens humains et financiers pour que, dès la petite enfance et tout au long de la vie, chacun et chacune d'entre nous apprennent à déconstruire un tel système et ses effets dévastateurs...

Plus largement, les mesures à appliquer sont déjà connues : aucune plainte refusée et sans suite, ce qui veut dire, tenir compte de la parole des femmes ; des mesures de protection rapides ce qui veut dire, fin de l'impunité des agresseurs ; des places suffisantes en hébergement d'urgence dans tous les départements ; des fonds pour les associations qui accompagnent les femmes victimes... Il faudra aussi un budget à la hauteur des ambitions, et nous réclamons comme d'autres organisations féministes un milliard pour financer toutes ces mesures ! Ce gouvernement en est très très loin.



**Le 23 novembre, nous devons être nombreuses et nombreux. Partout. Pour exprimer notre solidarité avec toutes les femmes victimes, ici ou ailleurs. Le 23 novembre, nous marcherons ... toutes et tous ensemble**  
**RDV 14 h Place de l'Opéra**



### Bulletin d'adhésion 2019

**Solidaires Finances Publiques Paris**

Coupon à remettre à votre correspondant ou à renvoyer à notre trésorière :  
**Anne BOUTET - SIP Javel, 13/15 rue du Gal Beuret - 75015 Paris**

**IDENTIFIANTS**

N° DGFIP (6 chiffres) ..... N° ANAIS (10 chiffres) .....  
 N° SIRHIUS (7 chiffres) .....

NOM d'usage ..... Prénom .....

NOM de naissance ..... Date de naissance ...../...../.....

Cadre : ..... Grade : ..... Echelon : ..... Indice : .....

Montant de la cotisation → [ ] Temps partiel ..... %

**Informations professionnelles**

Service : .....  
 Site : .....  
 @ .....  
 ( .....  
*Ces informations sont obligatoires*

**Informations personnelles**

Adresse perso : .....  
 @ .....  
 ( .....  
*Ces informations sont facultatives, tu pourras les modifier dans ton profil sur solidairesfinancespubliques.org*

Je souhaite recevoir des informations par mail ..... OUI  NON  Signature :  
 Je souhaite adhérer à Solidaires Finances Publiques ..... OUI  NON

**POUR S'INFORMER...**

**Le site internet : <http://sections.solidairesfinancespubliques.info/paris/>**

**La page Face Book : <https://www.facebook.com/SolFIPParis>**